

**Commune de Magneux**

**23 grande rue**

**52130 MAGNEUX**

## **ARRETE DU MAIRE**

**2020/02**

---

**Nous, Laurence MARCYAN, Maire de la commune de Magneux**

**Objet : limites d'agglomération**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213.1 à L.2213-4 ;

Vu le code de l'Environnement ;

Vu le code de la route et notamment les articles R110.1, R110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 à 28 ;

Vu l'arrêté interministériel sur la signalisation routière - livre 1 - 5<sup>ème</sup> partie- signalisation d'indication des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;

Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures utiles de nature à assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics.

**Article 1** : Les Limites de l'agglomération au sens de l'article R110.2 du code de la route sont fixées ainsi qu'il est précisé dans le tableau ci-dessous, indiquant chaque entrée et sortie de la commune et leur positionnement suivant des coordonnées RGF 93 CC48.

<i>Route</i>	<i>Type</i>	<i>X</i>	<i>Y</i>
D9	Entrée	1848448.5949	7259019.2391
D9	Sortie	1848455.3146	7259010.9805
D179	Entrée	1848492.5139	7258946.2722
D179	Sortie	1848493.0200	7258936.7139
D116	Entrée	1847656.6967	7259289.8500
D116	Sortie	1847658.3886	7259301.1141
D9	Entrée	1847655.6685	7258777.0217
D9	Sortie	1847646.2297	7258785.1511

**Article 2** : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle, sera mise en place par la commune à chaque fois que nécessaire et notamment cas de modification de leur précédent positionnement.

**Article 3** : Les dispositions définies par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

**Article 4** : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sont abrogées.

**Article 5** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur aux lieux habituels prévus à cet effet dans la commune.

**Article 6** : Conformément au code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons en Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**Article 7** : Le Maire et le Commandant de la brigade de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, ainsi que toutes autres forces de police ou représentants de la loi, de l'exécution du présent arrêté.

A Magneux  
Le 31 août 2020  
Le Maire

